

DESCRIPTION DE LA DECLARATION		Référence dossier :
Déposée le 20/05/2025	Complétée le	N° AT8404725S0003
Par : Demeurant à :	MATHIEU LUSTRERIE 432 route de Croagnes 84400 GARGAS	
Représenté par : Pour :	M. MATHIEU Régis Création d'un parcours de visites guidées pour 3 bâtiments de l'établissement	
Sur un terrain sis :	432 route de Croagnes	

Le Maire :

Vu la demande d'autorisation de travaux ci-dessus référencée non soumis à demande de permis de construire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2212-1 et L. 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7 et suivants, R 111-19, et suivants,

Vu l'arrêté ministériel modifié du 25 juin 1980 portant approbation du règlement de sécurité contre le risque d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu le décret n° 95-260 modifié du 8 mars 1995 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

Vu le classement de l'établissement en type « Y » de la 5^{ème} catégorie des établissements recevant du public,

Vu l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 04/06/2025,

Vu l'avis réputé tacite favorable de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité ERP à la date du 27/07/2025,

ARRETE

Article 1 : la société MATHIEU LUSTRERIE représentée par M. MATHIEU Régis, est autorisée à réaliser les travaux visés dans sa demande.

Article 2 : La présente autorisation est assortie des mesures compensatrices et des prescriptions suivantes :

SECURITE INCENDIE ET SECOURS

1) L'effectif du public accueilli devra être systématiquement limité à 19 personnes maximum en simultané et uniquement dans le cadre de l'activité déclarée. L'utilisation, même partielle ou occasionnelle de l'établissement pour une exploitation autre que celle autorisée ou pour un accueil supérieur à celui autorisé, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation présentée par l'exploitant au moins deux mois avant la manifestation.

2) Respecter les règles techniques relatives aux dispositions contre les risques d'incendie et de panique de la fiche technique jointe au présent arrêté (PE -001)

Article 3 : Le demandeur peut contester la légalité de cette décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Nîmes, sise 16 avenue Feuchères -CS 88010 – 30941 NIMES Cedex 09, d'un recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général des Services est chargé de la notification et de l'exécution du présent arrêté.

Le 20/08/2025

Le Maire

Bruno VIGNE-ULMIER

